

Lancement d'une enquête de satisfaction

En 2009, pour la troisième année consécutive, l'IEDOM lance une enquête de satisfaction afin de mesurer l'appréciation des usagers de ses produits proposés. La prise en compte des attentes exprimées permettra à l'Institut de déterminer les actions propres à améliorer ou, le cas échéant, à renouveler les services et produits.

L'enquête qui débutera en octobre 2009 s'appuiera sur le recueil par téléphone des réponses des personnes interrogées sur des questionnaires établis préalablement. Les deux domaines étudiés concernent :

- l'activité fiduciaire (enquête auprès des transporteurs de fonds et des gestionnaires de caisses des banques),
- les études (enquête auprès des lecteurs des publications).

Cette étude sera réalisée par le cabinet GMV Conseil.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Rencontre du Président de la République avec les banquiers

Le Président de la République a réuni le 1^{er} octobre 2009 les dirigeants des principales banques françaises en présence du Premier ministre, du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, du Président de l'AMF et du sous-gouverneur de la Banque de France pour présenter les résultats du sommet du G20 de Pittsburgh et les décisions qu'il a prises pour les mettre en œuvre. Le Président de la République a annoncé que les banques appliqueront les règles décidées à Pittsburgh sur les rémunérations dans le secteur financier, décisions qui reprennent dans leur principe les règles applicables aux banques françaises décidées lors de la réunion du 25 août 2009. Il a annoncé la publication d'un arrêté qui précisera le pouvoir de contrôle et de sanction dévolu à la Commission bancaire en la matière ainsi que la présentation par la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi d'un projet de loi de régulation bancaire et financière destiné à mettre en œuvre les mesures de renforcement de la régulation du secteur financier décidées dans le cadre du sommet du G20.

Plan d'aide aux PME

Le Président de la République a présenté, lors du forum de la Confédération générale des PME le 5 octobre 2009, un plan de 2 milliards d'euros en faveur des petites et moyennes entreprises afin de consolider leurs fonds propres et encourager les investissements.

Projet de loi de finances pour 2010

Les crédits de la mission outre-mer augmentent de 6,3 % en 2010 et ne représentent qu'une part de l'effort global de l'Etat envers les collectivités d'outre-mer. Ils s'élèvent à 2,09 milliards d'euros en autorisations d'engagement et à 1,99 milliard d'euros en crédits de paiement contre 1,871 milliard en 2009. Le projet de loi de finances comprend trois axes : la mise en œuvre des orientations définies dans la loi de développement économique des outre-mer (LODEOM), l'emploi et la formation professionnelle et enfin la poursuite de l'amélioration des conditions de vie outre-mer.

Etats généraux de l'outre-mer

La journée de restitution nationale des travaux menés dans les DOM, les COM et en métropole à l'occasion des Etats généraux de l'outre-mer, décrétés en février 2009 par le Président de la République lors de la crise sociale aux Antilles, s'est déroulée à Paris le 1^{er} octobre 2009, en présence du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et de la secrétaire d'Etat chargée de l'Outre-mer. Les dossiers sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?-sujets-d-actualite-.html> et <http://www.etatsgenerauxdeloutremer.fr>

Concurrence dans la distribution dans les DOM

Mme Marie-Luce Penchard, secrétaire d'Etat en charge de l'outre-mer, a reçu M. Bruno Lasserre, président de l'Autorité de la concurrence, le 7 septembre 2009 pour évoquer les suites à donner à l'avis sur la concurrence dans la distribution dans les DOM.

L'avis n° 09-A-45 du 8 septembre 2009 relatif aux mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation dans les départements d'outre-mer est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr/pdf/avis/09a45.pdf>

Publications

1 - Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social

Le rapport de Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, dans le cadre de la commission mandatée par le Président de la République au début de 2008, est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000427/index.html>

2 - Le prix des carburants dans les DOM

Le rapport des députés Jacques Le Guen et Jérôme Cahuzac, dans le cadre d'une mission commune d'information, est disponible sur :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i1885.asp>

Nomination

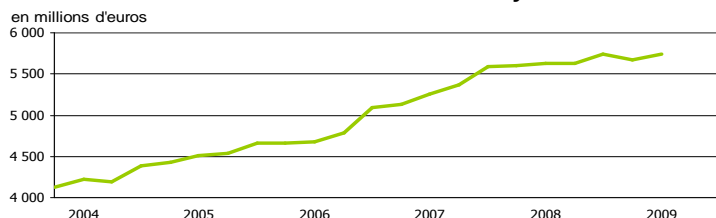
M. Gérard Rameix, ancien secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers, a été nommé, par décret du Président de la République, Médiateur du Crédit en remplacement de M. René Ricol, à compter de fin septembre 2009.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

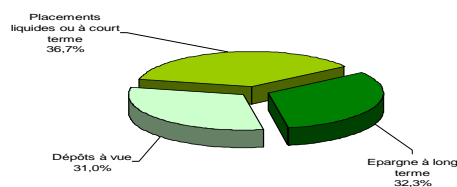
Les actifs financiers au 30 juin 2009 : une croissance modérée dans un contexte de baisse de rémunération de l'épargne réglementée.

Au 30 juin 2009, l'encours des actifs financiers des agents économiques auprès des établissements locaux s'établit à **5,7 milliards d'euros**, en hausse de 1,2 % sur le trimestre (+ 2 % sur un an). Les placements liquides et à court terme, enregistrent pour la première fois depuis plusieurs années, une contraction de leurs encours trimestriels (- 0,4 %), au bénéfice de l'épargne à long terme et des dépôts à vue.

Evolution des actifs financiers au 30 juin 2009



Structure des actifs financiers au 30 juin 2009



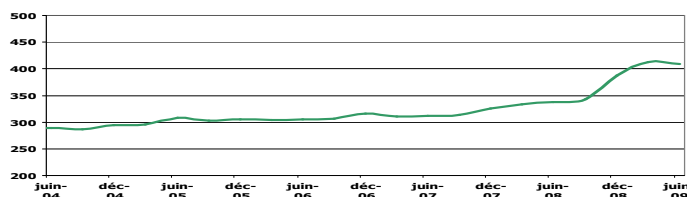
Reprise sur les dépôts à vue ...

Après une contraction de 2 % au premier trimestre 2009, les **dépôts à vue** sont à nouveau favorablement orientés à fin juin (+ 3,1 % sur le trimestre) pour atteindre 1,8 milliard d'euros (+ 0,8 % sur un an). Ce rebond technique concerne tous les agents, il survient après les difficultés économiques rencontrées à la fin du premier trimestre. Toutefois sur un an, l'encours des dépôts des entreprises se dégrade de 1,6 %.

... et décolle sur les livrets A

Les livrets A et bleus conservent une nette progression annuelle (+ 18,9 %) mais la chute de rémunération¹ a entraîné une décollecte de 5 M€ sur les livrets A au second trimestre (408 M€ contre 413 M€).

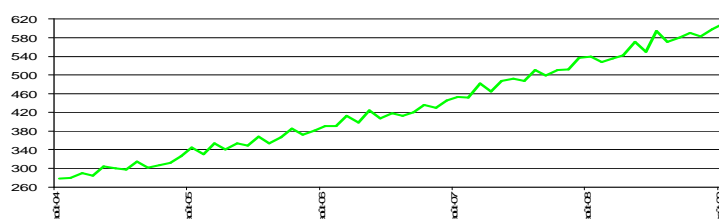
Evolution de l'encours de livrets A (en M€)



Monnaie fiduciaire : émission nette de billets en progression à fin août 2009

A fin août 2009, les émissions nettes de billets ont progressé de 9,3 % en volume et de 12,9 % en valeur sur un an. Elles s'établissent à 15,4 millions de billets contre 14,1 millions un an plus tôt, pour une valeur totale de 610 M€, contre 540 M€ à fin août 2008. Les coupures de 50 € et 20 € concentrent près de 87 % du nombre de billets en circulation, la coupure de 50 € représentant à elle seule 51 % du volume de l'émission nette de billets. En valeur, cette dernière coupure représente 64,8 % du total (+ 1,2 point).

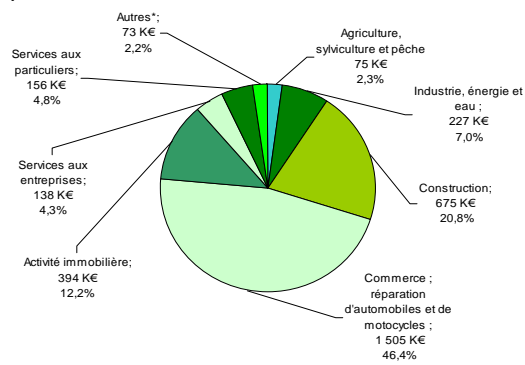
Evolution des émissions nettes de billets (en M€)



Vulnérabilité des agents économiques : bilan mitigé de la sinistralité à fin septembre 2009

Le premier semestre 2009 s'était caractérisé par un accroissement annuel de 10,3 % du nombre **d'incidents de paiement sur effets** et de 15,6 % de leur montant, en raison des effets conjugués de la crise mondiale et surtout du mouvement social de février 2009 qui a entraîné une perte importante d'activité. Ainsi, de nombreuses défaillances d'entreprises ont été recensées dans les secteurs du transport et du BTP notamment. Cependant, au 30 septembre 2009, la situation apparaît moins homogène. Les effets impayés (510 pour 3,5 M€), progressent de 7,6 % en nombre, mais diminuent de 22,6 % en montant, dont - 57,4 % pour les services aux entreprises, - 18,9 % pour la construction et - 6,4 % pour le commerce. Ces deux derniers secteurs concentrent à eux seuls 67 % des incidents de paiement à la fin du trimestre. La baisse en montant s'accompagne d'une diminution de la valeur unitaire moyenne des effets. Celle-ci passe de 9 409 euros à 6 765 euros entre juin et septembre (- 28,1 %).

Répartition sectorielle des IPE au 3^{ème} trimestre 2009



¹ Le taux a été fixé à 1,75 % net au 1^{er} mai 2009 puis à 1,25 % le 1^{er} août 2009.

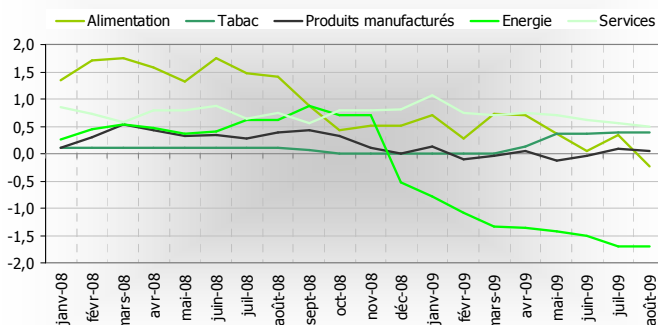
* compte tenu de leur faible impact dans le total, les secteurs « hébergement et restauration » et « transports et entreposage » ont été regroupés dans la rubrique « autres » du présent graphique.

Inflation : poursuite de la baisse des prix

A 120,9 en août 2009, l'indice des prix à la consommation en Martinique est stable par rapport au mois précédent. Sur un an, le taux d'inflation annuelle poursuit sa baisse engagée depuis février 2009 pour atteindre - 1,2 %.

Cette évolution provient essentiellement de la baisse des prix de l'énergie (-19,5 % sur un an) et des prix des l'alimentation (-1,0 %). Ces derniers bénéficient de la diminution des tarifs des produits frais (-4,2 %). En revanche, les prix des services se renchérissent à hauteur de 1,2 % en raison du relèvement des prix des loyers et services rattachés (+2,8 %). Au niveau des produits manufacturés, les prix évoluent peu (+0,2 %).

Contribution à l'inflation par grands postes



Source: Insee

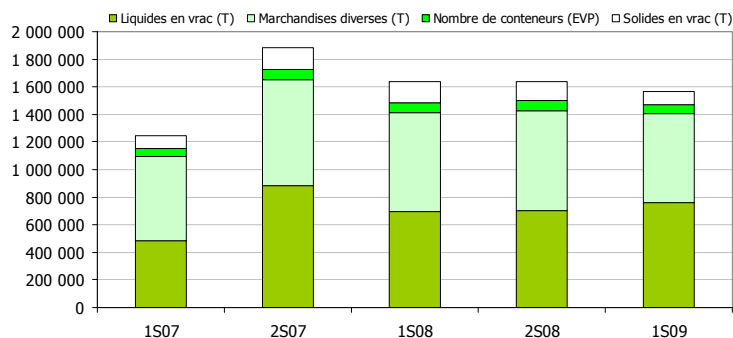
Port : contraction des échanges

Selon les données de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), le trafic global enregistré sur le port de Fort de France accuse un repli de 4,3 % entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2008, donnant ainsi une mesure du ralentissement économique.

En liaison avec la chute de l'activité du BTP, le tonnage des solides en vrac sont nettement orientées à la baisse (importations :- 35,9 % ; exportations : -55,4 %) essentiellement portées par la contraction des entrées de clinker, soit - 44,5 % (produit utilisé dans la fabrication du ciment et du béton).

Le trafic de marchandises conteneurisées est également caractérisé par la contraction des volumes traités, tant au niveau des marchandises diverses (-10,0 %) que du nombre de conteneurs (-13,3 %).

Evolution du trafic portuaire de marchandises



T: Tonne
EVP: Equivalent vingt pieds

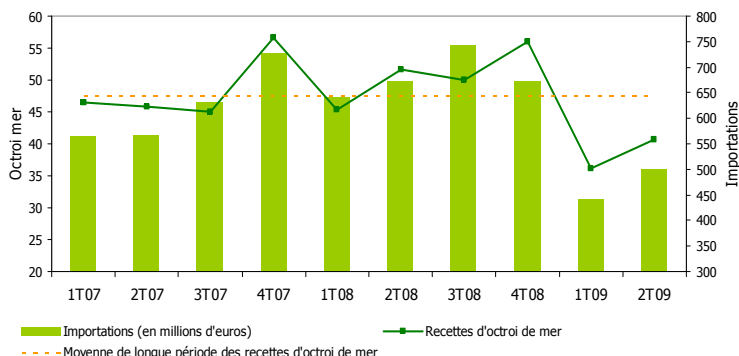
Source: DDE

Octroi de mer: forte diminution en début d'année

Au 2^e trimestre 2009, les collectivités locales ont perçu 40,7 millions d'euros au titre de l'octroi de mer (- 21,2 % par rapport au 2^e trimestre 2008). Cette évolution est à rapprocher de la baisse conjointe des importations sur la même période, soit - 25,6 %.

Aussi, le niveau irrégulier de cette ressource fragilise d'autant le budget des communes pour qui elle constitue la première ressource fiscale.

Evolution de l'octroi de mer et des importations



Source: Douanes - Douanes et droits indirects

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2009	120,9	+0,0 %	-1,2 %
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- août 2009 - août 2009	39 103 24,0 %	+4,2 %	+10,6 % +2,3 points
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- août 2009	13 795	-1,1 %	+17,7 %
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- août 2009	28 114	+2,7 %	-3,0 %
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- juillet 2009 - juillet 2009	173,8 13,2 7,6 %	-0,9 % +6,6 %	-32,7 % -54,7 % -3,7 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juillet 2009 - juillet 2009	273 239,0	-1,1 %	+4,5 % -12,7 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane <i>(source : DRCCRF)</i>	Expéditions de bananes (tonnes)	- mai 2009 - cumul annuel	16 269 73 618	+83,6 %	-28,1 +17,2 %
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- août 2009 - cumul annuel	177 518 1 069 522	+11,7 %	+1,3 % -6,1 %
Trafic Maritime <i>(source : Dircilec)</i>	Nombre de croisiéristes	- août 2009 - cumul annuel	0 29 562	ns	ns -45,5 %
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2009 - cumul annuel	16 938 129 080	-13,9 %	-11,9 % -29,1 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

Livret A et bleu	1,25%
LDD	1,25%
LEP	1,75%
PEL*	2,50%
CEL*	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Mois	Tempé moyen mensuel	TIBEUR (septembre 2009)
Juin	0,6831%	1 mois
Juillet	0,3537%	3 mois
Août	0,3458%	6 mois
Septembre	0,3584%	1 an

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

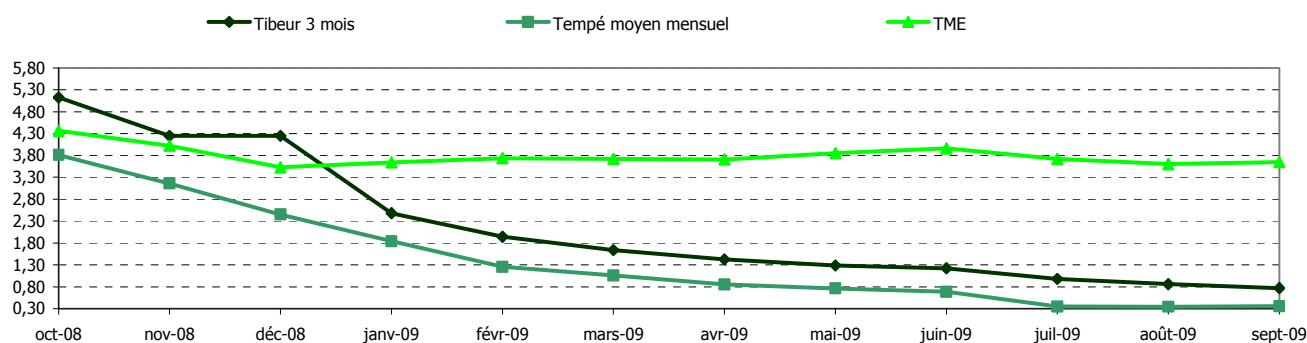
Mois	TME	Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)
Juin	3,96%	Juin
Juillet	3,72%	Juillet
Août	3,60%	Août
Septembre	3,65%	septembre

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	6,72%		
Prêts à taux variable	6,12%		
Prêts relais	6,59%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,40%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	20,20%	Découverts en compte (1)	13,16%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	9,20%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

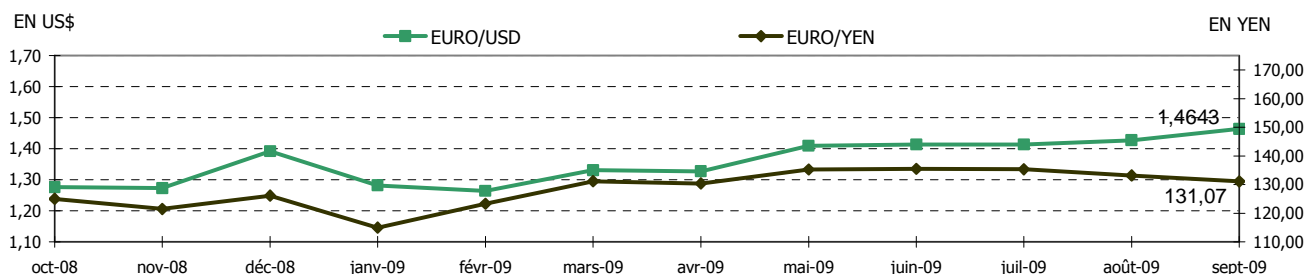
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4643	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,8984	EURO/SRD (Surinam)	4,00894
EURO/JPY (Japon)	131,0700	EURO/BWP (Botswana)	9,66865	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,61422
EURO/CAD (Canada)	1,5709	EURO/SCR (Seychelles)	15,9689	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,7591
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,90930	EURO/MUR (Maurice)	44,6897	EURO/BBD (La Barbade)	2,92092
EURO/SGD (Singapour)	2,0654	EURO/BRL (Brésil)	2,6050	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,25661
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,3485	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,13603	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2917,24	EURO/XCD (Dominique)	3,94324	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK